

**Huitième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

14 octobre 2016
Français
Original : anglais

Comité préparatoire
Genève, 26 et 27 avril et 8-12 août 2016
Point 7 de l'ordre du jour
Examen complet de toutes les dispositions de la Convention

**Rapport de l'Unité d'appui à l'application sur les activités
de mise en œuvre de son mandat, 2012-2016**

Document soumis par l'Unité d'appui à l'application

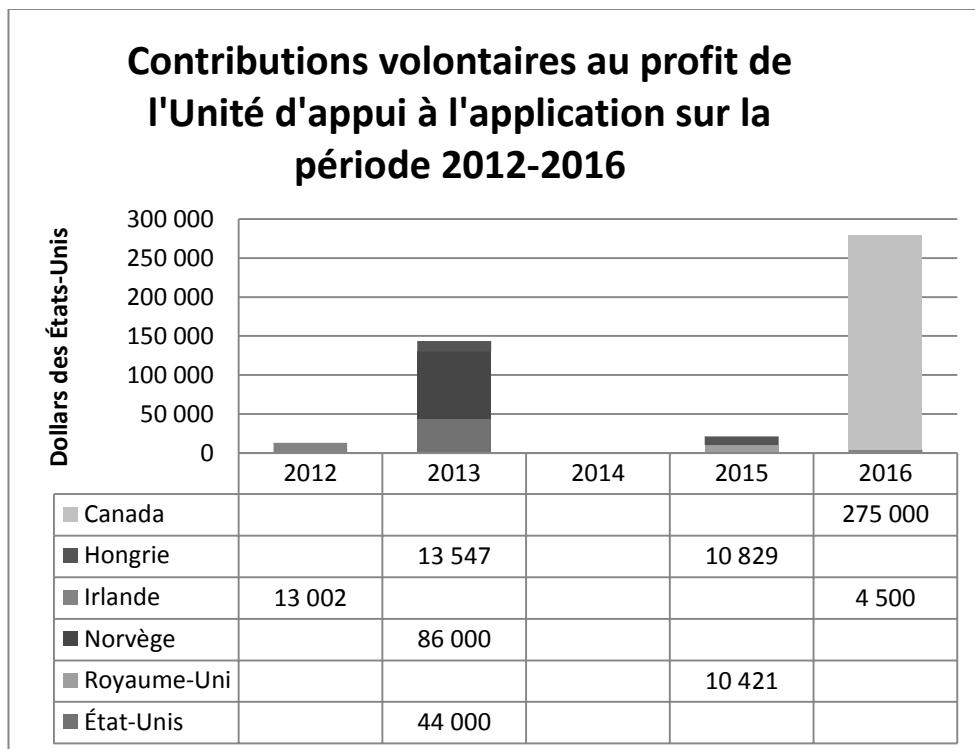
Amendements

1. Le paragraphe 2 *doit se lire comme suit* :
 2. L'Unité d'appui à l'application s'est acquittée de son mandat et a soumis des rapports annuels aux Réunions des États parties en 2012, 2013, 2014 et 2015¹. On trouvera dans le présent rapport des informations reprises de ces rapports annuels, ainsi que les informations concernant la période entre le 1^{er} janvier et le 27 septembre 2016.
2. Le paragraphe 8 *doit se lire comme suit* :
 8. Comme suite aux incitations faites lors de la septième Conférence d'examen dans le but d'apporter une aide à la mise en œuvre du mandat de l'Unité d'appui, celle-ci a également reçu des contributions volontaires de la part de plusieurs États parties en mesure d'apporter un tel soutien. Le diagramme ci-après présente les contributions reçues. Les contributions de l'Irlande et de la Hongrie ont été utilisées pour permettre la participation de l'Unité à des réunions et ateliers pertinents, en particulier dans les pays en développement. La contribution de la Norvège a servi à organiser un atelier à l'intention d'industriels et d'autres acteurs non gouvernementaux au Canada, et celle des États-Unis d'Amérique a permis d'appuyer une participation régionale et internationale à un séminaire d'application de la Convention organisé par le Chili. La contribution du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a quant à elle servi à organiser à Genève une manifestation à l'occasion du quarantième anniversaire de la Convention. La contribution du Canada a permis d'appuyer plusieurs activités, notamment un atelier

¹ Voir BWC/MSP/2012/2, BWC/MSP/2013/4, BWC/MSP/2014/4 et Corr.1 et Corr.2, et BWC/MSP/2015/3 et Add.1.



international organisé à Wuxi (Chine) en collaboration avec l'Unité et les Gouvernements canadien et chinois, tandis que les contributions de l'Union européenne ont permis d'aider à financer des ateliers régionaux organisés respectivement à Brasilia et Addis-Abeba en août et septembre 2016, le Programme de parrainage au titre de la Convention, le budget déplacements de l'Unité et des activités d'éducation, d'information et de sensibilisation.



3. Le paragraphe 20 *doit se lire comme suit* :

20. En outre, l'Unité d'appui à l'application s'est associée à l'organisation de plusieurs réunions et manifestations concernant directement la Convention ou a apporté sa contribution aux tâches de planification et d'organisation de celles-ci. Ainsi, en septembre 2013, elle a organisé à Montréal (Canada), conjointement avec la Norvège et l'organisation BIO (Biotechnology Industry Organization), un atelier international sur la préservation des avantages de la biotechnologie. En octobre 2013, l'Unité a contribué à la planification et à l'organisation d'un séminaire régional organisé par le Chili sur le thème des biomatériaux et de la sûreté biologique dans le cadre de la Convention, et a participé audit séminaire. En mars 2015, en coopération avec le Président et les Gouvernements dépositaires, elle a organisé à Genève une manifestation pour marquer le quarantième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention. En octobre 2015, l'Unité a aidé la Commission de l'Union africaine à organiser à Addis-Abeba un atelier consacré à l'universalisation de la Convention en Afrique, auquel ont pris part les représentants de plusieurs États non parties et États signataires. Enfin, en septembre 2016, l'Unité a aidé les Gouvernements canadien et chinois à organiser à Wuxi (Chine) un atelier international sur la huitième Conférence d'examen.

4. Le paragraphe 27 *doit se lire comme suit* :

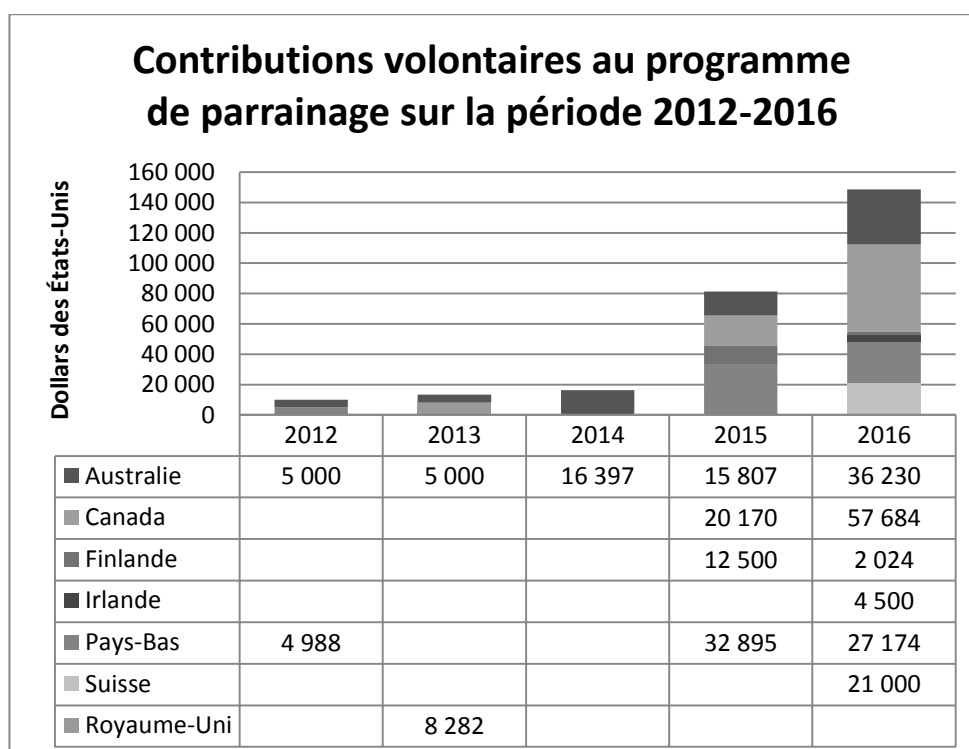
27. Conformément à la décision prise par la Réunion des États parties de 2013, les offres d'assistance sont accessibles dans la partie publique du site Web de la Convention, les demandes d'assistance pouvant quant à elles être consultées par les États parties dans la section à accès restreint². Au 27 septembre 2016, la base de données contenait :

a) Soixante et une offres d'assistance au total, faites par huit États parties (Allemagne, Canada, Cuba, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Mexique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et un groupe d'États parties (le Groupe de l'Australie) ;

b) Vingt-trois demandes d'assistance au total, soumises par six États parties, et une mise à jour d'une demande d'assistance. Depuis le rapport précédent, datant de novembre 2015, 15 nouvelles entrées ont été enregistrées par l'Unité d'appui.

5. Le paragraphe 34 *doit se lire comme suit* :

34. Le diagramme ci-après montre les contributions volontaires au programme de parrainage entre 2012 et 2016. On notera que l'Union européenne a également apporté sa contribution à ce programme en 2012, 2013, 2014 et 2016, conformément aux décisions du Conseil mentionnées précédemment. En outre, l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique ont soutenu la participation d'experts nationaux dans le cadre d'accords bilatéraux sans lien avec le programme de parrainage administré par l'Unité d'appui.



² Voir BWC/MSP/2013/5, par. 22 a).

